



La Commune



Nos origines...

Pour les vingt ans (déjà !) de notre revue, petit retour en arrière. Vous trouverez plus bas les première et quatrième de couverture du numéro 0, datant de l'été 1992. Le référendum pour Maastricht arrivait à grands pas et, parallèlement, la grande campagne pour la levée de l'inculpation de celles et ceux qui furent "raflés" dans toute la France pour avoir agi conformément à la défense du droit d'asile, droit séculaire mis à mal par tous les gouvernements qui se sont succédé.

La pétition, que nous reproduisons ci-dessous, reçut des milliers de signatures, parmi lesquelles : Claude Bourdet, Pierre Broué, Yves Dechezelles, Alain Krivine, Michel Lequenne, Ignacio da Silva, dit « Lula », Théodore Monod, Ricardo Napuri, Gilles Perrault, Maurice Rajsfus, Benjamin Stora, Jean Ziegler...

~~~~~

### RAFLES AU PAYS BASQUE, EN BRETAGNE ET A PARIS

#### APPEL POUR LA LEVÉE DE L'INCUPLATION DU JOURNALISTE PEDRO CARRASQUEDO ET DE TOUS LES INCULPÉS, POUR LA LIBÉRATION DE TOUS LES EMPRISONNÉS

Bayonne, Bidart. Duimper, Brest, Paris. Par rafles successives. perquisitions et arrestations se succèdent depuis plusieurs semaines dans tout le pays.

Paysans, enseignants, infirmières, prêtres, citoyens de toutes professions sont menottés, séparés de leurs familles, sous le canon des mitraillettes et des pistolets. Les cris des enfants qu'on arrache à leur mère, comme ce fut le cas en Bretagne, n'entament en rien la brutale détermination de la répression qui s'abat.

Il y a aujourd'hui plus de cent cinquante personnes arrêtées et inculpées, véritables prisonniers d'opinion accusés, au mépris de toute logique, « d'association de malfaiteurs, aide au séjour irrégulier, en relation avec une entreprise terroriste, à titre principal ou connexe ». Leur « crime » ? Avoir ouvert leur porte à des réfugiés politiques basques qui, pour nombre d'entre eux, avaient le statut de réfugié jusqu'à ce que le gouvernement français le leur retire sur pression du gouvernement espagnol. On jette ainsi en prison des gens pour délit d'hospitalité.

A Paris, le journaliste Pedro CARRASQUEDO a été arrêté le 12 mai au matin avec sa compagne pour les mêmes chefs d'accusation. Quel crime a-t-il commis, qui lui vaut d'être poursuivi pour « association de malfaiteurs (...) » ?

Il est, avec l'avocat et écrivain Denis LANGLOIS, co-auteur et initiateur d'un « Appel pour la négociation au Pays Basque » et pour la paix !

Au titre du combat public qu'il mène depuis de nombreuses années pour le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et pour la démocratie, il a participé aux démarches et rencontres visant à faire connaître cet appel à tous ceux qui sont engagés dans le conflit. Ce sont ces démarches et ces rencontres qui lui valent son inculpation. Loin d'arrêter un membre d'une prétendue « association de malfaiteurs » on a ainsi arrêté et inculpé l'un de ceux qui, de plus en plus nombreux et déterminés, veulent une issue conforme aux intérêts et aspirations de l'immense majorité des populations opprimées.

En procédant par la répression, le gouvernement français et sa police prennent la lourde responsabilité, non seulement d'entretenir un conflit qui n'a, à l'évidence, pas d'issue dans la répression, mais aussi de créer une situation irréversible de tension et de désordre sur le territoire français.

**Paris, le 16 mai 1992**

Nous, démocrates de tous horizons politiques, nous ne pouvons comprendre ni accepter, par delà nos opinions, ou appréciations diverses ou divergentes sur la question basque, que la répression s'abatte sur des hommes et des femmes qui, comme le journaliste Pedro CARRASQUEDO, prônent la négociation et la paix ; sur des hommes et des femmes qui estiment agir en défense du droit d'asile, tradition séculaire dans notre pays mise à mal, ou sur des populations connues pour leur tradition hospitalière. Nous demandons instamment :

**\* LA LEVÉE DE L'INCULPATION DE PEDRO CARRASQUEDO, DE TOUTES LES INCULPATIONS.**

**\* LA LIBÉRATION DE TOUS LES EMPRISONNÉS.**

**\* L'ARRÊT DES RAFLES ET DES ARRESTATIONS.**

~~~~~

« L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes. »

La Commune

N°0 été 92
12 F

La Commune, bulletin de la fraction externe du CCI
(Courant communiste internationaliste du Parti des travailleurs)



RAFLES AU PAYS BASQUE, EN BRETAGNE ET A PARIS

APPEL POUR LA LEVEE DE L'INCUPLATION

DU JOURNALISTE PEDRO CARRASQUEDO ET DE TOUS LES INCULPES, POUR LA LIBERATION DE TOUS LES EMPRISONNES

Bayonne, Bidart, Quimper, Brest, Paris. Par rafles successives, perquisitions et arrestations se succèdent depuis plusieurs semaines dans tout le pays.

Paysans, enseignants, infirmières, prêtres, citoyens de toutes professions sont menottés, séparés de leurs familles, sous le canon des mitraillettes et des pistolets. Les cris des enfants qu'on arrache à leur mère, comme ce fut le cas en Bretagne, n'ont rien de la brutale détermination de la répression qui s'abat.

Il y a aujourd'hui plus de cent cinquante personnes arrêtées et inculpées, véritables prisonniers d'opinion accusés, au mépris de toute logique, « d'association de malfaiteurs, aide au séjour irrégulier, en relation avec une entreprise terroriste, à titre principal ou connexe ». Leur « crime » ? Avoir ouvert leur porte à des réfugiés politiques basques qui, pour nombre d'entre eux, avaient le statut de réfugié jusqu'à ce que le gouvernement français le leur retire sur pression du gouvernement espagnol. On jette ainsi en prison des gens pour délit d'hospitalité.

A Paris, le journaliste Pedro CARRASQUEDO a été arrêté le 12 mai au matin avec sa compagne pour les mêmes chefs d'accusation. Quel crime a-t-il commis, qui lui vaut d'être poursuivi pour « association de malfaiteurs (...) » ?

Il est, avec l'avocat et écrivain Denis LANGLOIS, co-auteur et initiateur d'un « Appel pour la négociation au Pays Basque » et pour la paix !

Au titre du combat public qu'il mène depuis de nombreuses années pour le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et pour la démocratie, il a participé aux démarches et rencontres visant à faire connaître cet appel à tous ceux qui sont engagés dans le conflit. Ce sont ces démarches et ces rencontres qui lui valent son inculpation. Loin d'arrêter un membre d'une prétendue « association de malfaiteurs », on a ainsi arrêté et inculpé l'un de ceux qui, de plus en plus nombreux et déterminés, veulent une issue conforme aux intérêts et aspirations de l'immense majorité des populations opprimées.

En procédant par la répression, le gouvernement français et sa police prennent la lourde responsabilité non seulement d'entretenir un conflit qui n'a, à l'évidence, pas d'issue dans la répression, mais aussi de créer une situation irréversible de tension et de désordre sur le territoire français.

Paris, le 16 mai 1992

Nous, démocrates de tous horizons politiques, nous ne pouvons comprendre ni accepter, par-delà nos opinions ou appréciations diverses ou divergentes sur la question basque, que la répression s'abatte sur des hommes et des femmes qui, comme le journaliste Pedro CARRASQUEDO, prônent la négociation et la paix ; sur des hommes et des femmes qui estiment agir en défense du droit d'asile, tradition séculaire dans notre pays aujourd'hui mise à mal, ou sur des populations connues pour leur tradition hospitalière. Nous demandons instamment :

* LA LEVEE DE L'INCUPLATION DE PEDRO CARRASQUEDO,
DE TOUTES LES INCULPATIONS.

* LA LIBERATION DE TOUS LES EMPRISONNES.
* L'ARRET DES RAFLES ET DES ARRESTATIONS.

Premiers signataires (suite de la p.10) : Jean-Paul CROS, directeur d'école (34) ; Nicolas VOISIN, président de l'UNEF-ID de Montpellier ; Antoine CONEJERO, militant laïque (34) ; Christian PIQUET, directeur de *Rouge* ; André LANGEVIN, directeur de *Démocratie* ; Henri CUCHE, psychiatre ; Jean-Philippe DIVES ; Michel BROUÉ, mathématicien ; Lucien PROVOST, retraité, Aifortville (94). Etat espagnol : Pays Basque : Lourdes GARRIDO, déléguée syndicale enseignement Euskadi (STEE-EILAS) ; Hauts Fourneaux de Biscaye : Pedro BILBAO, Raúl RIO DIAZ, José-Maria UBIERNA, Carlos Pérez Soto (LAB), Pablo HURRA OLABARRIETA, Jon FANO (ABB (ESK-CUJS)), dirigeants syndicaux ; Baracaldo : Perico SOLABARRIA, Alejandro ORIBE, conseillers municipaux de Herri Batasuna ; Julien SANTOS, secrétaire général de LAB (Ezquerria aldea) ; M.-Paz MARANON, secrétaire général de ESK-CUJS ; Antoni HERNANDEZ, dirigeant de Zudik (EMK-LKI) ; Federico REDONDO, dirigeant CGT Bilbao ; Asturias : Juana MARTINEZ, dirigeante Commissions ouvrières ; Isaak ALVAREZ, secrétaire général CCOO Chimie ; Vicente ORDONEZ, dirigeant CCOO des transports ; Adelino FERNANDEZ FUENTES, dirigeant CCOO de ENSIDESA ; Madrid : Javier CORDON, syndicaliste hôpital Ramón y Cajal ; Lucia CASTELLANOS, syndicaliste Banco exterior de España (CGT) ; Sixto CASADO, syndicaliste cheminot ; Rosa TORRES, syndicaliste des transports ; Miguel Gil, délégué syndical CCOO bâtiment ; Alfonso BRAGUE, syndicaliste transports EMT (plate-forme syndicale) ; Catalogne : Ester DEL ALCAZAR, dirigeante syndicale enseignement CGT ; José-Manuel RUBIO, syndicaliste enseignement (CGT) ; Canaries : Bernardino RUIZ VELAZQUEZ, Manuel MARRERO MORALES, Juan-Jesús ARTEAGA LORENZO (CCOO), dirigeants syndicaux enseignement ; Ignacio RODRIGUEZ, secrétaire général du syndicat ouvrier des Canaries (Tenerife) ; Francisco-Javier GONZALEZ PEREZ, Front populaire des Iles Canaries ; Germán PEREZ, syndicaliste hôpital de Tenerife (Syndicat ouvrier des Canaries) ; Aragon : Miguel CITUELO, syndicaliste Balay (Saragosse) ; Galice : Alfredo MACIAS, syndicaliste étudiant (La Coruña) ; Gustavo ACEVEDO, délégué syndical CCOO entreprise JMO ; Jesús JAEN (PST). Suisse : Jean ZIEGLER, député. Allemagne : Francette GUTBERLET, militante des Droits de l'homme ; Italie : Luciano ARDESI, militant des Droits de l'homme. TIDIAN GUEYE, président de la Fédération des exilés en Europe. Argentine : Alcides CHRISTANSEN, dirigeant du syndicat des travailleurs du bâtiment (province de Neuquen) ; Luis CUELLO, conseiller municipal de Rosario ; Juan-Carlos BEICA, membre de l'Assemblée des sections syndicales des cheminots d'Argentine ; Marcelo CLAROS, délégué syndical général de la banque Nación de Argentina, candidat aux élections sénatoriales ; Lora-Eugenia FIGUEROA, avocate, militante des Droits de l'homme ; Ernesto GONZALEZ, dirigeant du MAS et de la LIT. Bolivie : Francisco QUISBERTH, membre de la Confédération syndicale unique des travailleurs paysans de Bolivie ; Miguel ALBARRACIN, secrétaire exécutif de la Fédération universitaire de La Paz ; Pablo SOLON, direction du MST. Brésil : Ignacio DA SILVA, dit « LULA », président du Parti des travailleurs du Brésil ; Osmarino AMANCIO, président du Syndicat des travailleurs ruraux Brasileira-Acre ; Maria do Socorro JO MORAES, président régionale PC do Brasil (Minas Gerais) ; Jose-Maria de ALMEIDA, membre de la direction exécutive nationale de la Centrale unique des travailleurs (CUT), président de la Fédération démocratique des métallurgistes de Minas Gerais ; Ernesto GRADELLAS, député national ; Cyro GARCIA, membre de l'exécutif national de la CUT (Rio de Janeiro) ; Joao Batista de ARAUJO, dit « BABA », député de la province de Para. Colombie : Luis Carlos VALENCIA, président du PST ; Luis Antonio GIRALDO, direction de la Centrale unique des travailleurs de Valle ; Jorge LOPEZ, direction du syndicat des travailleurs des travaux publics. Paraguay : Tomas ZAYAS, vice-président de la Fédération nationale des paysans du Paraguay ; Minna FELICIANELLI, président du Parti des travailleurs du Paraguay. Pérou : Ricardo NAPURI, dirigeant national du PST, ancien sénateur, ancien député à l'Assemblée constituante ; José SICHART VALDEZ, ancien président de l'Assemblée populaire d'Iquitos. Venezuela : Orlando CHIRINOS, secrétaire à l'organisation de la Centrale nationale des travailleurs du textile du Venezuela ; Alberto FRANCHESCI, ancien député du MIR-Proletario, dirigeant du PST.

... Et plus de 4 000 signatures déjà recueillies ...

Voir aussi dans la catégorie Journal de La Commune



La Commune n°130

Bloc-notes la Commune n°130 17 octobre 1961 : un crime d'État ! « L'irruption d'un mouvement de masse mené par la classe ouvrière est nécessaire » « L'ampleur de la révolte a été un... »



La Commune n°129

La chute de Kaboul : où va l'Afghanistan ? « Dehors Duque et tout son gouvernement ! ». Pour le Parti des Travailleurs et Lula, la conciliation de classes vaut mieux que chasser Bolsonaro ! Il... »



La Commune n°128

Bloc-notes la Commune n°128 La gifle et la manifestation du 12 juin 2021 Chômage précarité et misère : un été meurtrier ! Le drapeau de l'Internationale flottait sur la Commune La Semaine... »



La Commune n°127



Sommaire : La Commune de Paris 150e anniversaire Pour le FMI, la pandémie sera source de « troubles sociaux » « La colère sociale est là » ... Dossier La Commune de Paris 150e... »



La Commune n°126

Sommaire : Notre priorité absolue : un plan d'urgence contre le chômage, la pauvreté et Macron ! Loi de sécurité globale pour gouvernement aux abois De l'état d'urgence sanitaire à... »

Abonnement

Commune